

Cuba à la recherche des solutions pour contrôler le déficit budgétaire

Image not found or type unknown



Sur la photo; Meisi Bolaños, ministre cubain des Finances et des Prix.

La Havane, 22 février, (RHC)- Le contrôle du déficit budgétaire constitue une priorité pour le gouvernement cubain, car son mode de financement contribue également à l'inflation actuelle du pays.

Le déficit en soi n'est pas un élément inflationniste, mais la structure des dépenses qui le génère contribue à ce conflit, a expliqué la ministre cubaine des Finances et des Prix, Meisi Bolaños, lors du programme «La Table Ronde» diffusé par la radio et la télévision nationale.

«L'augmentation de l'offre de biens et des services permettra non seulement de satisfaire les besoins de la population et de baisser les prix, mais aussi de fournir davantage de recettes au budget de l'état», a précisé la ministre.

En outre, cela aura une répercussion dans l'amélioration progressive de la croissance de recettes qui «apportera des solutions au déficit budgétaire et aux quasi-fiscalités du budget de l'État».

D'autre part, il faut chercher la rationalité nécessaire des dépenses. La ministre des Finances a réitéré que le pays ne renoncera pas aux programmes sociaux, à la lutte contre les situations de vulnérabilités et d'inégalité, ni aux services de base de qualité tels que la santé, l'éducation et la culture.

Mais ces priorités «ont un coût élevé dans un budget éminemment social, où les transferts d'entreprises diminuent à la recherche de l'efficacité nécessaire».

Il faut donc identifier des solutions communes afin de diminuer les indicateurs d'inefficacités dans l'activité productive des entreprises nous aidant à réduire les coûts des dépenses sociales.

On doit aussi analyser la dépense élevée en matière de salaires dans l'activité budgétée: ce qui ne veut pas dire « qu'on doit renoncer à nos techniciens, spécialistes, médecins, enseignants ; mais plutôt de chercher de l'efficacité de cette dépense publique face au nombre de personnes employées dans ce secteur », a déclaré la ministre.

De son point de vue, il s'avère indispensable dans ce processus la recherche des mécanismes pour un budget plus participatif et l'amélioration de tous ces indicateurs.

«Nous devons continuer à travailler avec plus de créativité, de science et d'innovation, afin que notre entreprise d'État socialiste progresse en termes du développement du socialisme prospère et durable auquel nous aspirons tous», a-t-elle conclut.

Pour sa part, la ministre cubaine du Travail et de la Protection sociale, Marta Elena Feitó, a insisté sur l'application efficace des mesures adoptées pour favoriser l'entreprise publique socialiste.

La ministre s'est référée à 28 des décisions adoptées l'année dernière et aux 15 approuvées en 2021, visant à décentraliser la gestion de la main d'œuvre vers les entités, l'approbation du personnel permanent, l'embauche et la flexibilisation des systèmes de paiement.

À cet égard elle a déclaré que les mesures doivent être accompagnées d'une augmentation de la production de biens et de services et d'une gestion adéquate des ressources humaines afin de libérer les forces productives.

L'année dernière 140 mille nouveaux emplois ont été créés à Cuba, dont 35% ont été assumés par des femmes et 59% par des jeunes, a précisé la ministre du travail.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/287083-cuba-a-la-recherche-des-solutions-pour-controler-le-deficit-budgetaire>



Radio Habana Cuba